

**ABONNEMENT.**

**Saumur :**  
 En an. . . . . 30 fr.  
 Six mois . . . . . 16  
 Trois mois . . . . . 8  
**Poste :**  
 En an. . . . . 35 fr.  
 Six mois . . . . . 18  
 Trois mois . . . . . 10

**On s'abonne :**

A SAUMUR,  
 Au bureau du Journal  
 ou en envoyant un mandat  
 sur la poste,  
 et chez tous les libraires.

**POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE**

# L'ÉCHO SAUMUROIS

**JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS**

**BUREAU: PLACE DU MARCHÉ-NOIR**

**INSERTIONS.**

Annonces, la ligne, . . . 40 c.  
 Réclames, — . . . . . 30  
 Faits divers, — . . . . . 75

**RÉSERVES SONT FAITES**  
 Du droit de refuser la publication  
 des insertions reçues et même payées,  
 sauf restitution dans ce dernier cas;  
 Et du droit de modifier la rédaction  
 des annonces.

Les articles communiqués  
 doivent être remis au bureau  
 du journal la veille de la repro-  
 duction, ayant midi.  
 Les manuscrits déposés ne  
 sont pas rendus.

**On s'abonne :**

A PARIS,  
 A L'AGENCE HAVAS  
 8, place de la Bourse,

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis cen-  
 tral. — L'abonnement doit être payé d'avance.

**Paraissant tous les jours, le dimanche excepté.**

Les abonnements de trois mois pourront être payés en tim-  
 bres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

**SAUMUR**

**3 Février 1883.**

**LE VOTE**

**DE LA LOI DE PROSCRIPTION**

C'est fait; la chose a été faite l'avant-dernière nuit, à minuit, l'heure du crime, après une séance qui a duré dix heures. La Chambre s'était pompeusement déclarée en permanence, sur une proposition de M. Blancsubé, ce qui a provoqué ce joli mot d'Henry Maret: « C'est la Convention de Géroldstein! » M. Floquet, au milieu de ce tapage nocturne, ne se sentait pas de joie; il rayonnait, il se voyait grand.

M. Devès a dit que la question se pose entre une autre proposition Floquet qui veut l'expulsion immédiate de tous les princes et le projet du gouvernement qui considère suffisant d'inscrire dans la loi la faculté de se défendre contre le prétendant.

L'article premier de la proposition Floquet est repoussé par 352 voix contre 472.

M. Paul de Cassagnac défend un autre amendement tendant à supprimer le mot militaire, et se demande pourquoi la majorité manifeste si bruyamment sa faveur envers le général Thibaudin.

M. Paul de Cassagnac démontre que l'armée n'appartient à aucun parti.

Après le rejet de l'amendement de M. de Cassagnac, l'article 4<sup>er</sup> est adopté par 344 voix contre 439.

À 44 heures 30, après une longue et vive discussion, le projet du gouvernement est adopté par 373 voix contre 463.

La Chambre s'est ajournée à jeudi.

**La Loi de Proscription.**

Voici le texte de la loi de proscription votée l'avant-dernière nuit, à la Chambre des députés, par 355 voix contre 442, sur 497 votants :

« Art. 1<sup>er</sup>. — Les membres des familles ayant régné en France ne peuvent remplir aucun mandat électif ni aucun emploi civil ou militaire.

» Dans les scrutins, les bulletins au nom de ces personnes n'entreront pas en compte dans le dépouillement du scrutin.

» Art. 2. — Un décret du Président de la République, rendu en conseil des ministres, pourra enjoindre à tout membre d'une des familles ayant régné en France, et dont la présence serait de nature à compromettre la sûreté de l'Etat, de sortir immédiatement du territoire de la République.

» Art. 3. — Toute personne énoncée à l'article précédent qui, après avoir été conduite à la frontière et être sortie de France par suite des mesures susdites, y serait rentrée sans autorisation du gouvernement, sera traduite devant les tribunaux correctionnels et condamnée à un emprisonnement de un à cinq ans.

» Après l'expiration de sa peine, elle sera reconduite à la frontière. »

Comme de juste, il n'est question, dans les conciliabules du Sénat, que de la loi de proscription votée à la Chambre des députés.

Quel sera son sort à la Chambre haute? Tout est là.

À prendre les sénateurs individuellement, il y en a 200 sur 294 qui se prononcent contre l'exploit législatif de nos députés jacobins. Les membres du cabinet sont convaincus qu'ils seront battus ici et qu'on les renverra lestement avec leur bagage de petits conventionnels.

À droite et au centre gauche réactionnaire et ministériel, on estime, d'après les pointages, qu'il y aura 447 suffrages exprimés contre la Chambre et son docile esclave, le cabinet Fallières.

Les plus ardents meneurs des gauches, au contraire, affectent de compter sur la victoire.

On aurait grand tort de supposer que l'adoption du projet mettra fin à l'agitation de la gauche. Il est, au contraire, permis de prévoir, comme nous le disions récemment, que l'expulsion facultative deviendra une arme contre le ministère, quel qu'il soit.

Le projet Floquet lui-même n'assouvirait pas les haines révolutionnaires. Une note *identique*, publiée en province par les journaux placés sous l'inspiration de divers députés de la gauche, annonce le prochain dépôt d'une proposition demandant l'annulation de la décision prise par l'Assemblée nationale, en 1874, et qui a restitué quarante millions aux princes d'Orléans sur les biens dont l'Empire les avait dépossédés.

Nous croyons savoir que déjà une proposition de confiscation est présentée à la signature des députés.

À Paris, le vote d'expulsion produit une profonde impression.

**LE GÉNÉRAL THIBAUDIN.**

La nomination du général Thibaudin au ministère de la guerre est vivement critiquée et sera vue d'un mauvais œil dans toute l'armée.

Ce portefeuille avait été offert au général Camponon qui a eu un haut-le-cœur et qui n'a pas voulu l'accepter dans les circonstances actuelles avec une loi de proscription à mettre à exécution.

On raconte que M. Jules Grévy, suppliant M. le général Billot de retirer sa démission, se serait écrié avec désespoir :

« Jamais je ne trouverai dans l'armée un ministre de la guerre disposé à soutenir et à appuyer la loi de proscription ! »

M. Jules Grévy se trompait : il a trouvé M. Thibaudin.

Ce portefeuille, jeté par M. le général Billot au visage du Président de la République, ce portefeuille, dont les généraux Camponon, Schmitz, Saussier, Delebecque, Dumont n'ont point voulu, M. Thibaudin l'a ramassé.

Il fallait un ministre de la guerre décidé à remplir les fonctions d'exécuteur des basses-œuvres républicaines, à solliciter la proscription de généraux français, à arracher de glorieuses épaulettes aux uniformes de ses compagnons d'armes, à outrager l'armée française dans la personne des Princes.

M. Thibaudin s'est présenté, et il a dit : « Me voilà ! » ce qu'un général Farre semblait seul capable d'exécuter.

Ces jours-ci encore, s'adressant aux troupes de la 6<sup>e</sup> division d'infanterie, il leur disait :

« C'est par l'accomplissement régulier de nos devoirs, par l'observation stricte des règles de la discipline, par le culte des vertus militaires, qui font notre honneur et notre force, que nous affirmerons hautement notre dévouement au gouvernement de la République et que nous nous montrerons dignes de la confiance que la France met dans son armée. »

« L'observation stricte des règles de la discipline », « le culte des vertus militaires », c'est pour M. Thibaudin la dégradation militaire prononcée sans jugement contre des officiers qui n'ont point démérité; c'est la violation des règles qui régissent la propriété des grades; c'est la soumission aveugle aux ordres d'une majorité qui ne connaît d'autre loi que la satisfaction de ses haines sauvages et stupides.

Tomber plus bas que M. Farre, cela semble impossible; M. Thibaudin montrera qu'en matière d'abaissement le mot *impossible* n'est pas républicain. Nous le verrons à la Chambre mêler sa voix à celles des Fabre, des Madier-Montjau, des Douville-Maillefeu, pour réclamer la déchéance d'officiers qu'il a mission de défendre; et peut-être le verrons-nous aussi exécuter les iniques condamnations qu'il aura sollicitées.

Le cabinet Fallières a trouvé le ministre de la guerre qui convenait à son caractère, mais il lui reste à découvrir un ministre de la marine et un ministre des affaires étrangères vraiment dignes de le compléter.

34 Feuilleton de l'Écho Saumurois.

## LA DETTE DES ROBERT

PAR M<sup>lle</sup> MARTHE LACHÈSE.

**Deuxième Partie.**

IX — (Suite)

Voyant de nouveau l'amin près de lui :

— Veux-tu encore chercher à me lier ? lui demanda-t-il.

— Non, dit l'amin, j'ai réfléchi. Tu es un chef. Il suffira que tu sois gardé. Suis-moi.

Il le fit rentrer dans la salle et, ouvrant une petite porte cintrée, il l'introduisit dans une sorte de chambre qui y attenait. Une fenêtre en meurtrière laissait un rayon de jour pénétrer dans ce réduit.

— Ici, tu seras plus tranquille, dit l'amin. Tes gardiens resteront dans la salle.

— Je te remercie, répondit le marquis surpris de cette attention.

L'amin le regarda avec une indéfinissable expression et lui dit :

— Roumi, je te bais quand je penso que tu es un de ces Français dont l'étendard flotte maintenant sur les murs de Constantine; et, pourtant, je ne puis m'empêcher d'éprouver pour toi un

sentiment de respect. Le courage avec lequel tu as soutenu les droits de ton compagnon, ces droits que tu ne pouvais partager, a fait ton âme haute dans ma pensée. Je ne veux pas te soustraire au sort qui t'attend; mais, autant que je le pourrai, j'en adoucirai les souffrances. Je ferai choix d'un homme à la main sûre et, moi-même, j'aiguiserai la lame du yatagan.

— Je te remercie, dit encore l'officier. Je voudrais obtenir une tombe.

— Tu me la demanderas au dernigr moment, devant les autres oumena.

— Combien de temps me reste-t-il à vivre ? L'amin leva quatre doigts.

— Quatre heures ! murmura le marquis, comprenant cette muette réponse.

Le vieillard inclina la tête affirmativement, puis il dit :

— Veux-tu que je te tienne compagnie ?

— Merci, je préfère rester seul.

L'amin sortit et le condamné se jeta à genoux.

— Je ne suis pas seul, mon Dieu ! murmura-t-il, je suis déjà avec vous !

Il pressa contre ses lèvres le chapelet du soldat. Quelque temps après, il s'assit sur les dalles et s'appuya contre le mur. Il sentait commencer en lui ce combat de la dernière heure quand le ciel ne s'ouvre pas encore et que, déjà, la terre s'abîme en criant adieu. Une vision, toujours la même,

passait et repassait devant ses yeux : celle d'une jeune femme penchée sur le berceau d'un enfant pour lui apprendre à appeler son père. Et, tandis qu'il croyait déjà entendre les gémissements de ces êtres chéris, lui, il allait mourir sans que son dernier regard pût rencontrer d'autres visages que ceux de ses bourreaux. Et puis, quelque grand que soit un courage, la chair ne peut s'empêcher de frémir quand un supplice s'apprête froidement pour la déchirer. Ils mentent, ceux qui fondent l'héroïsme sur une indifférence stoïque. Sans la lutte, où serait la victoire ? L'humble et belle simplicité, cette sœur de la justice, permet à la nature de sentir sans trouble sa faiblesse pourvu qu'elle sache en triompher.

Une sueur froide baignait les tempes du condamné. Sous les impressions terribles qui broyaient sa pensée, son corps se pliait malgré lui : O Gethsemani !... Mais aussi, quand, dans ces moments de mystérieuse agonie, l'âme torturée sait garder la confiance et la soumission, il en est de cet orage comme de ceux qu'un souffle dissipe tout à coup.

Pour le captif, l'épreuve fut courte. L'Ami divin ne voulut pas laisser souffrir longtemps celui auquel il restait seul dans le silence et l'ombre d'un cachot. Au bout d'une heure à peine, le condamné releva la tête, essuya son front glacé, soupira comme lorsqu'on rejette un fardeau, et, désormais

apaisé, consolé, roi de cette mort qui s'appelait vraiment un holocauste, le regard de l'âme ouvert déjà sur les joies éternelles, il se remit à prier, tandis que, par l'étroite fenêtre, il pouvait suivre, dans leur course, les feux du jour qui allaient bientôt descendre vers le couchant.

Peu à peu, leur éclat s'amoindrit. Alors, des pas se firent entendre dans la salle; la porte de la prison s'ouvrit. M. de Vel-Chaumont se leva et s'avança vers l'amin qui se tenait sur le seuil.

— Avant de sortir d'ici, veux-tu me donner la main ? dit le vieillard.

Le marquis mit sa main droite dans celle que lui tendait le Kabyle.

— Tu es brave, murmura celui-ci, tu ne trembles pas.

Pour toute réponse, le prisonnier baisa le crucifix du chapelet et marcha vers les autres chefs debout à quelques pas. Il échangea un salut avec eux et ils se mirent en marche.

Quand la porte de la salle s'ouvrit, des cris et des imprécations se firent entendre. La population s'était rassemblée pour accabler le condamné d'injures et de mauvais traitements afin de se venger de la déception née quelques heures plus tôt du départ de l'autre prisonnier. Ben-Maza se montrait le plus violent. Mais l'amin, ayant déclaré que celui qui s'approcherait à moins de vingt pas du cortège, paierait une forte amende, l'ordre se

Voici les renseignements que nous trouvons dans l'*Etoile*, d'Angers, sur le nouveau ministre de la guerre :

« Plusieurs journaux de Paris ont publié une biographie de cet officier. Nous tenons à compléter certains détails intéressants qui montrent à quel homme est confiée la direction de nos forces militaires.

» Colonel d'un régiment d'infanterie en 1870, M. Thibaudin « signa le revers ». Or, signer un revers, c'est acheter sa liberté par l'engagement de ne plus combattre jusqu'à la fin de la campagne. Mais le général Thibaudin n'a pas tenu sa parole, il a pris ensuite du service dans l'armée de la Loire sous le nom du général Comagny, nom de sa mère, dit la chronique.

» D'après un bruit qui court parmi ses anciens compagnons d'armes, M<sup>r</sup> Freppel aurait sauvé la vie au général Thibaudin. On ignore en quelles circonstances. Aurait-il été repris par les Prussiens et condamné à être fusillé ? Le secret sera peut-être dévoilé dans la suite.

» Après la guerre de 1870-71, M. Thibaudin fut nommé colonel du 32<sup>e</sup> régiment de ligne à Angers.

» A cette époque et durant plusieurs années, le nouveau ministre de la guerre parut d'un *cléricalisme* à toute épreuve.

» En 1875, à l'occasion de la mort de M. de Vassal, ancien zouave pontifical, il prononça un très-beau discours à la gare Saint-Laud, où l'on avait transporté les restes du défunt.

» Le sentiment chrétien coulait à pleins bords de la bouche de l'orateur.

» A la bénédiction de l'église Saint-Laud, le colonel du 32<sup>e</sup> se tenait à la droite de M<sup>r</sup> Freppel, tout brillant d'uniforme et d'esprit religieux.

» Les officiers, dont il était bien connu, riaient sous cape et se disaient entre eux : Il aura bientôt tourné casaque. Nous savons ce que vaut sa parole.

» Les événements sont venus confirmer cette prédiction.

» L'armée doit être fière de voir un pareil homme à sa tête ! Heureusement qu'il passera vite ; peut-être encore plus rapidement que ses prédécesseurs. »

## Chronique générale.

A la dernière heure, on dément la nouvelle donnée par des journaux du matin annonçant l'acceptation définitive par M. Challemel-Lacour et M. Charles Brun des portefeuilles des affaires étrangères et de la marine.

D'après le *Temps*, le prince Napoléon aurait été conduit hier soir dans une maison de santé à Auteuil, à cause de son état. Il serait assez souffrant.

rétablit un peu et les cris mêmes s'atténuèrent. Quant à Ben-Salem et la vieille Aïda, ignorant que le marquis avait pourvu à l'accomplissement de toutes ses promesses, ils s'étaient retirés dans leurs demeures pour y réfugier leur colère et leur désespoir.

L'amin marchait le premier afin de montrer au prisonnier et aux autres chefs Kabyles l'endroit choisi pour cet assassinat juridique. Enfin, il entra dans un champ où croissait une herbe épaisse et fleurie. Là, il s'arrêta. Le chaouch (1) qui s'était jusqu'alors tenu en arrière, s'approcha. Il portait un de ces sabres dont la lame recourbée tranche horizontalement. La foule, à laquelle l'entrée du champ était interdite, se pressait sur le chemin.

— Roumi, dit le vieux chef, n'as-tu pas un désir à exprimer ?

— Oui, répondit le colonel. Je demande que mon corps ne soit pas jeté au torrent, mais qu'il soit déposé dans la terre pour être remis à ma femme lorsqu'elle le fera réclamer.

— Crois-tu que ta femme donne en retour une forte somme d'argent ?

— Une somme égale à une rançon, j'en suis sûr.

— Soit, dit l'amin après avoir consulté du regard les oumena. Nous ferons déposer ton corps au pied de ce palmier, et nous veillerons à ce que

Il n'y a pas de baptême sans dragées.

Lorsque M. Grévy fit demander à M<sup>r</sup> le duc d'Aumale, par des intermédiaires connus de tout le monde, de vouloir bien lui servir de parrain pour sa réception comme membre de la Toison-d'Or, se proposait-il déjà d'exiler son parrain ?

Singulières dragées !

L'ambassadeur d'Italie à Paris sera rapelé en congé si le prince Napoléon n'est pas rendu à la liberté.

L'Empereur du Brésil imitera l'exemple de l'Italie si les lois contre les princes d'Orléans sont appliquées.

LES DYNAMITEURS. — Mercredi, à cinq heures, une panique s'est produite dans plusieurs imprimeries de la rue La Fayette et du passage des Deux-Sœurs, imprimeries locataires de l'hôtel du *Petit Journal*.

L'administration du *Petit Journal* avait reçu un avertissement du comité révolutionnaire du 9<sup>e</sup> arrondissement, déclarant que l'établissement sauterait dans une heure par la dynamite.

A un moment donné, tout le personnel, ouvriers et femmes, était en fuite. C'est à grand peine que les travaux suspendus ont pu être repris vers sept heures.

## LE PLUS ABSURDE DES PROJETS.

Sous ce titre, M. Henry Maret, du *Radical*, faisait il y a peu de jours les déclarations très-nettes qui suivent :

« De tous les projets relatifs à la situation des familles royales, il était à prévoir que la commission adopterait le plus mauvais. Elle n'a pas manqué à ce devoir sacré, et le projet qu'elle nous présente est conçu de manière à ne contenter absolument personne.

» Les partisans de l'expulsion ne seront pas contents, puisque les princes ne seront pas expulsés. Les partisans du *statu quo* ne seront pas contents, puisqu'on prend contre eux des mesures d'exception. Le Gouvernement ne sera pas content, puisqu'on ajoute quelque chose à sa loi, qui était déjà mauvaise et qui devient détestable. Et les hommes de bon sens seront encore les plus mécontents de tous, puisque ce projet n'a pas le sens commun.

» S'il réunit plus de sept voix dans la Chambre des députés, il faudra reconnaître que cette assemblée charentonnaise manque de médecins aliénistes. »

On sait aujourd'hui à quoi s'en tenir !

## BULLETIN FINANCIER.

Paris, 2 février.  
Les dispositions de la place sont toujours à la hausse, les capitaux de placement viennent en abondance se présenter sur le marché.  
5 0/0, 114.50 ; amortissable, 79.40 ; 3 0/0, 78.40.

Les valeurs françaises sont les plus recherchées, et en première ligne nous trouvons le Crédit Foncier qui vient s'inscrire à 1,240.

les chacals ne puissent pas en approcher. As-tu autre chose à demander ?

— Non.

— Alors, dit l'amin ému malgré lui, assieds-toi et sois patient.

Il s'éloigna de quelques pas. Les autres chefs se placèrent près de lui. Dans leur groupe et dans les premiers rangs de la foule un silence lugubre se faisait. Malgré leurs sauvages habitudes, les meurtriers se sentaient impressionnés par le calme et l'auguste beauté de leur victime.

Le marquis s'agenouilla un instant, puis se releva, ôta sa tunique et s'assit tranquillement.

— Croise les jambes, dit le bourreau.

Il obéit.

— Bien, reste ainsi.

— *In manus tuas, Domine Jesu, commendo spiritum meum*, murmura le marquis en levant les yeux vers le ciel.

Le bourreau mesurait exactement la hauteur où devait passer le sabre. Il regarda l'amin, puis attendit... L'amin fit un signe, la lame eut un éclair...

Les oumena s'approchèrent l'un après l'autre pour regarder une dernière fois cette noble tête qui venait de rouler à leurs pieds, tandis que le bourreau essayait aux grandes herbes son sabre ensanglanté.

(A suivre.)

Le succès de l'émission d'obligations foncières justifie les achats des capitaux de placement.

Les actions de la Compagnie Foncière de France et d'Algérie se tiennent à 470 fr. Société de crédit hypothécaire, revêtant un caractère particulier cette société n'immobilise pas son capital.

Le public sérieux ne se laisse pas prendre par les avis qu'adresse la Banque Nationale pour essayer de prouver qu'elle est encore très-forte. Comme elle n'apporte aucun document à l'appui, nos renseignements sont donc sincères, et nous croyons être en dessous de la vérité en estimant à cinq millions les pertes subies par cette Banque. D'ailleurs, toutes les affaires qu'elle a lancées sont cotées zéro ou à peu près et quelques-unes ne tarderont pas à disparaître. Les revenus de cette banque sont donc nuls puisqu'elle n'a plus de crédit auprès des capitalistes.

Le Suez est très-offert à 2,145.  
Quelques affaires sur nos chemins : Orléans, 1,200 ; Nord, 1,780 ; Lyon, 1,565 ; Midi, 1,040.

## Chronique Locale et de l'Ouest.

L'article intitulé : *Bâtisse et ruine publique*, a frappé juste, paraît-il, car il a mis en grande colère les partisans du collège de filles.... modèle.

Faute d'arguments, ces aveugles ou entêtés lancent de gros mots : *âne, inepte, niais, sot, grotesque*, etc., tel est le jargon de ces futurs éducateurs des filles que de rares parents voudront leur confier.

Ce débordement d'injures prouve surabondamment que nos réflexions sont bien fondées.

Donc il reste acquis que l'entreprise du collège sera un fiasco complet et une cause de ruine pour les finances de la ville.

Les trois députés républicains de Maine-et-Loire, MM. Maillé (Alexis), Benoist et Bury, ont voté la loi de proscription.

La tempête de l'avant-dernière nuit a interrompu les communications télégraphiques sur un grand nombre de points en France.

Des retards sont certains.

## THÉÂTRE DE SAUMUR.

La salle était littéralement comble, hier soir, à la représentation de *l'Avare* et des *Précieuses ridicules*. M. Coquelin a obtenu un succès complet dans les rôles d'Harpagon et de Mascarille. M<sup>me</sup> Thénard l'a fort bien secondé. Interprétation générale des plus satisfaisantes.

M. Coquelin cadet, revu ici avec beaucoup de plaisir par tous ceux qui avaient apprécié son talent à l'époque de ses débuts, a été, à plusieurs reprises, chaleureusement applaudi et rappelé.

Cet excellent artiste ne perd pas son temps : la veille, jeudi soir, il jouait à la Comédie-Française, dans les *Précieuses ridicules*, le rôle de Jodelet, à côté de son frère, M. Coquelin aîné, qui jouait celui de Mascarille.

Demain, à l'occasion du dimanche gras, une cavalcade, composée de sept chars et de nombreux cavaliers, aura lieu à Vernantes. Cette cavalcade est organisée par les jeunes gens de Vernantes, Vernueil et environs.

*La Chapelle-sur-Loire*. — Samedi dernier, une assistance recueillie accompagnait à sa dernière demeure M. le docteur Chicoyne, médecin depuis 44 années à La Chapelle-sur-Loire, canton de Bourgueil.

Les pauvres garderont longtemps le souvenir de ce praticien infatigable, qui ne leur marchandait jamais ses soins empressés de jour et de nuit. Les habitants de La Chapelle-sur-Loire n'oublieront pas non plus son admirable conduite, lors des terribles inondations de 1856. Sa maison fut pendant de longs mois convertie en ambulance et abrita une partie de la population. Qui ne se souvient enfin de son généreux dévouement, quand, à la suite du fléau, une meurtrière épidémie de suette miliaire vint jeter la terreur dans ce malheureux pays, déjà si cruellement éprouvé ?

M. Chicoyne était le frère de feu M. l'abbé Chicoyne, ancien curé de Villaines, et premier aumônier du camp de Richard, économiste très-distingué, fondateur de la Société des Vanniers et de différentes œuvres.

M. le docteur Chicoyne fut aussi, à diffé-

rentes reprises, le collaborateur dévoué du *Journal d'Indre-et-Loire*.

Nous avons annoncé la mort du brave et excellent général de Lamotte-Rouge.

Ce héros vaillant de la guerre de Crimée et de la guerre d'Italie, qui a commandé à Nantes pendant plusieurs années, a laissé dans cette ville les plus honorables souvenirs et de nombreuses amitiés. Aussi les vifs et sincères regrets de beaucoup de nos concitoyens sont-ils assurés à sa mémoire.

Type accompli de loyauté parfaite, le général de Lamotte-Rouge avait vécu en chevalier sans peur ; il est mort comme meurent les vrais honnêtes gens, c'est-à-dire en chrétien sans reproche.

## ARMÉE TERRITORIALE.

Il est question de retarder cette année la convocation de l'armée territoriale.

Ce retard serait favorablement accueilli partout et donnerait satisfaction à des intérêts de premier ordre. Que l'armée territoriale soit convoquée plus tôt ou plus tard dans le cours de l'année, cela est indifférent pour son instruction, et plus les jours grandissent, plus ils donnent de temps à employer d'une façon fructueuse.

Au contraire, les moments où l'agriculture a besoin de tous les bras ne peuvent être arbitrairement fixés, et l'absence des ouvriers des champs pendant quinze jours, si ces quinze jours sont mal choisis, peut être pour la richesse publique une perte énorme.

Nos campagnes ont été assez éprouvées cette année pour qu'on doive éviter avec soin tout ce qui pourrait leur porter préjudice.

## NANTES.

Le Tribunal correctionnel de Nantes vient de condamner à 50 fr. d'amende M. Druais, épicier et fabricant de chocolat.

M. Druais est prévenu d'avoir mis en vente du chocolat revêtu d'étiquettes portant cette mention : *fécule*, 40 pour cent.

L'analyse faite par M. Andouard a montré que la proportion de la fécule est de 25 à 26 pour cent.

A l'occasion du Concours agricole, la municipalité de Vannes organise une Exposition artistique et industrielle.

Cette Exposition durera du 12 mai au 11 juin 1883, inclusivement.

MM. les artistes et industriels qui voudraient y prendre part, sont priés d'adresser leurs demandes à la Mairie de Vannes (Morbihan), dans le plus bref délai.

Un exemplaire du règlement leur sera immédiatement envoyé.

La chambre criminelle de la cour de cassation, rejetant un pourvoi formé contre un jugement de simple police d'Ancenis, a décidé que l'article 475, § II, du Code pénal, qui punit d'une amende ceux qui auraient refusé de recevoir en paiement les espèces et monnaies nationales, non faussées ou altérées, selon la valeur pour laquelle elles ont cours, ne s'applique pas aux Français qui refusent de recevoir des monnaies étrangères à son pays, encore bien qu'il existe des conventions diplomatiques relativement à leur cours.

## UN ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION.

La cour de cassation vient de rendre un arrêt très-important en matière d'enseignement, d'où résultent les principes suivants :

Tout ministre du culte, curé ou vicaire, qui peut donner l'instruction secondaire à quatre enfants, peut, *a fortiori*, leur donner l'instruction primaire. (Art. 66 de la loi du 15 mars 1850.)

Tout en donnant l'instruction secondaire ou primaire à quatre enfants, il peut recevoir et instruire chez lui d'autres enfants, orphelins ou abandonnés, dont il aurait la charge comme parent, tuteur ou bienfaiteur ; dans ce cas, cependant, il doit éviter de leur donner l'instruction en commun pour ne pas paraître tenir école.

Enfin, quoique l'arrêt ne vise pas spécialement ce point, le ministre des cultes peut, en dehors des enfants auxquels il donne l'instruction secondaire ou primaire, et moyennant l'autorisation du délégué cantonal, apprendre chez lui à d'autres enfants à

(1) Bourreau.



